



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MARCHE DE TRAVAUX POUR LE REMPLACEMENT DES INSTALLATIONS DE CONTROLES D'ACCES DE L'IMMEUBLE « LE PONANT 1 »

Règlement de la consultation (RC)

Représentant du pouvoir adjudicateur : Le Préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris

Procédure de passation : MAPA

Référence de la consultation : 2025_CONTROLES D'ACCES_PONANT 1_PARIS

Date et heures de limite de remise des offres :

20/06/2025

Sommaire

1.	MAITRE D'OUVRAGE	4
2.	CONTEXTE	4
3.	OBJET DE LA CONSULTATION	4
4.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
4.2.	Procédure de passation	5
4.3.	Allotissement	5
4.4.	Tranches	5
4.5.	Durée du marché	5
4.6.	Lieu d'exécution	5
4.7.	Variantes.....	6
4.8.	Considérations sociales	6
4.9.	Considérations environnementales.....	6
4.10.	Traitement de données à caractère personnel	6
4.11.	Protection du secret des affaires.....	6
5.	INFORMATION DES CANDIDATS	7
5.2.	Contenu des documents de la consultation	7
5.3.	Principes généraux sur les échanges électroniques.....	8
5.4.	Echanges électroniques (candidature et offre).....	9
5.5.	Visite sur site.....	10
6.	CANDIDATURE	11
6.2.	Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques et la sous-traitance.....	11
c)	Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques	11
•	Motifs d'exclusion en cas de groupement d'opérateurs économiques	11
•	Conditions de présentation	11
•	Forme du groupement.....	11
•	Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique).....	12
•	Candidature avec les formulaires DC1 et DC2	12
d)	Précisions concernant la sous-traitance.....	12
•	Motifs d'exclusion en cas de sous-traitance.....	12
•	Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique).....	12
•	Autre forme de candidature.....	13
6.3.	Motifs d'exclusion.....	13
6.4.	Présentation de la candidature.....	13
c)	Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique).....	14
d)	Candidature avec les formulaires DC1 et DC2.....	14
6.5.	Niveaux minimaux de participation.....	15
6.6.	Examen des candidatures.....	15

c) Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs.....	15
7. OFFRE	16
7.2. Présentation de l'offre.....	16
7.3. Examen des offres.....	17
7.4. Critères d'attribution.....	17
Critères financiers.....	20
7.5. Méthode de notation des offres.....	20
7.6. Durée de validité des offres.....	21
8. NEGOCIATION.....	21
9. ATTRIBUTION DU MARCHE.....	22
9.2. Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve.....	22
9.3. Interdiction d'attribution.....	22
9.4. Signature du marché.....	22
9.5. Mise au point.....	23
10. LANGUE	23
11. CONTENTIEUX.....	23

1. MAITRE D'OUVRAGE

La procédure est portée par : **Le préfet d'Ile de France et de PARIS**

Direction ou service : **SGAMM**

Adresse : **5 Rue Leblanc**

Code Postal : **75015**

Ville : **PARIS**

Il est représenté par le Préfet, Secrétaire général aux moyens mutualisés, ou son représentant

2. CONTEXTE

Le présent marché s'inscrit dans la mission de maîtrise d'œuvre que la préfecture de Préfecture de région ile de France (PRIF) a confiée à GLI dans le cadre de son opération « Mise à niveau du système de contrôle d'accès et la mise en conformité des installations de contrôle d'accès vis-à-vis des exigences du site ». Il formalise le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) relatif à cette opération pour le bâtiment Le PONANT 1.

L'immeuble PONANT 1, situé au 5 rue Leblanc, dans le 15ème arrondissement de la ville de Paris, est classé conformément au Code du travail, à l'exception de trois niveaux classés en tant qu'Établissements Recevant du Public (ERP) de type W (Administrations) :

- Le niveau RDC HAUT ;
- Le niveau R+1 ;
- Le niveau R+2

Le bâtiment se compose de 8 niveaux de superstructure, incluant un restaurant d'entreprise (RIE), des cuisines, des locaux d'archives, un auditorium, des salles de réunion et des bureaux. De plus, il dispose de 2 niveaux de sous-sol utilisés comme parcs de stationnement, locaux techniques essentiels, réserves et archives.

Ce projet fait suite à la nécessité de mettre à niveau certaines installations, de respecter des obligations réglementaires et d'améliorer le service aux occupants tout en optimisant les coûts d'exploitation et de gestion.

La préfecture de Paris et Île de France dispose d'un parc matériel comprenant le système de contrôle d'accès et de détection intrusion de la marque THOR GUARD, supervisé par la solution THOR GUARD ACCESS. Ce système a été initialement installé sur site en 2007. Lors de leur prise de fonction en 2011, les agents de la Préfecture de Paris et d'Île-de-France ont hérité de ce système. Celui-ci a été déployé sur un réseau dédié, en suivant une architecture dite « MONOSITE ».

3. OBJET DE LA CONSULTATION

Le marché a pour objet le remplacement des installations de contrôle d'accès de l'immeuble « Le Ponant 1 ». L'objet du marché est détaillé dans le CCTP.

Le marché est un marché de TRAVAUX.

Code(s) CPV de la consultation :

45000000 – Travaux de construction

34990000 – Equipement de contrôle, de sécurité, de signalisation et d'éclairage.

4.CONDITIONS DE LA CONSULTATION

4.2. Procédure de passation

Le marché est passé en procédure adaptée (MAPA)

4.3. Allotissement

Le marché n'est **pas alloti**, les prestations ne sont pas dissociables.

4.4. Tranches

Le marché ne comporte **pas de tranche**.

4.5. Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de **24 mois maximum**, période de garantie de parfait achèvement comprise.

La durée du marché **court à compter de sa date de notification**.

A titre informatif, le déploiement des travaux objet du présent marché est prévu selon le calendrier suivants :

Déploiement	
Etudes d'exécution et approvisionnement	10 semaines
Travaux et réception en continue	23 semaines
Levée de réserve à l'issue des réceptions	3 semaines

4.6. Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations objets de la consultation est : **5 rue Leblanc, 75015 PARIS**

4.7. Variantes

Le Maître d'ouvrage n'autorise pas les variantes pour ce marché.

4.8. Considérations sociales

Le présent marché public ne comprend pas de considérations sociales.

4.9. Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental

Les considérations environnementales sont détaillées dans le CCAP du présent marché.

4.10. Traitement de données à caractère personnel

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché public sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

4.11. Protection du secret des affaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de recourir à l'expertise d'un tiers pour l'analyse des offres du présent marché.

Le tiers est tenu à une obligation de confidentialité prévue par le marché dont il est titulaire. En particulier, les candidats sont informés que ce tiers ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de ses prestations. Ce tiers a l'obligation de mettre en oeuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès. Cette obligation ne prend pas fin à l'issue du marché entre le maître d'ouvrage et ce tiers.

5. INFORMATION DES CANDIDATS

5.2. Contenu des documents de la consultation

Pièces contractuelles	Observations
L'acte d'engagement (AE)	L'AE est transmis par le représentant du pouvoir adjudicateur. il doit être dûment complété et signé par le soumissionnaire
L'annexe financière à l'AE	Elle est constituée d'une DPGF et doit être dûment complétée par les soumissionnaires lors de la remise de l'offre
Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)	Ces documents constituent des parties intégrantes de l'accord-cadre jointes au dossier de consultation. Ils ne peuvent en aucune façon être modifiés par les soumissionnaires.
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)	
L'attestation de visite	Document attestant de la visite obligatoire du site d'exécution des prestations
L'engagement de confidentialité	Document à compléter et signer avant remise l'annexe 2 au CCTP « Carnet de plan » et du tableau des équipements de contrôle d'accès mentionné à l'article 2.3 du CCTP, lors de la visite du site.
Les annexes du CCTP	Annexe 1 : planning Annexe 2 : carnet de plans (remise en main propre aux candidats lors de la visite de site prévue à l'article 5.5 du RC, après signature de l'accord de confidentialité)
L'offre technique	Le soumissionnaire transmet un mémoire technique répondant aux critères énoncés à l'article 7.4. <i>Dans la mesure du possible, le candidat transmettra un mémoire technique facilitant la notation de son offre par le pouvoir adjudicateur en organisant le plan de son mémoire technique selon les modules indiqués à l'article 7.4 du présent RC.</i>
Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux approuvé l'arrêté NOR : ECOM2106871A du 30 mars 2021	Réputé connu par les soumissionnaires du marché, il est consultable via le lien suivant ; https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000043310421/2024-07-09/

5.3. Principes généraux sur les échanges électroniques

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) (<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>).

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

En application de l'article R2151-6 du Code de la commande publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. En cas d'envois successifs, seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis.

Chaque pli est considéré comme une offre. Dès lors, si le soumissionnaire est amené à compléter sa candidature et/ou son offre avant la date limite de remise des plis, il devra procéder à un nouvel envoi intégral comprenant l'ensemble des pièces exigées aux titres de l'offre ou de candidature.

Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés. Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

Les candidats ou les soumissionnaires ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation. Un document recensant les questions et leurs réponses sera ajouté ultérieurement au dossier de consultation.

Après le dépôt du pli sur la plateforme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue au maître d'ouvrage.

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le candidat ou le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts

La taille de chaque fichier déposé par les entreprises ne peut excéder 1 Go.

Horodatage

Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde, transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- Intitulé de la consultation ;
- Nom ou dénomination du candidat.

Les copies de sauvegarde sont transmises à l'adresse suivante :

Préfecture de la région d'Île-de-France
Secrétariat général aux moyens mutualisés
Bureau Régional des Achats
5 rue Leblanc
75911 PARIS CEDEX

Antivirus

Le candidat ou le soumissionnaire doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

5.4. Echanges électroniques (candidature et offre)

Les plis devront être transmis au plus tard le **20/06/2025** Date limite de remise des plis

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui sont reçus ou remis ultérieurement ne sont pas ouverts.

Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

Questions des candidats :

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires reçues en temps utile, au plus tard 6 jours avant la date de réception des offres, sont transmises aux opérateurs économiques au plus tard 3 jours avant la date limite de réception des offres

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard **3 jours** avant la date limite de réception des offres.

Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.]

5.5. Visite sur site

Compte tenu de la nature des prestations du présent marché, ***la prise de connaissance des lieux est obligatoire préalablement à la remise des offres.***

Une visite sera organisée sur le site le **26/05/2025, le 27/05/2025 et le 02/06/2025** à 10h.

Les questions d'ordre administratif ou technique doivent impérativement être adressées par courriel au service des marchés ou maître d'œuvre.

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande écrite, par courriel, au plus tard six (6) jours avant la date limite de remise des offres, sur la plateforme de dématérialisation PLACE.

Une réponse sera alors adressée, en réponse, à toutes les entreprises candidates.

Pour procéder à cette visite, les candidats doivent au préalable contacter :

- Mohamed Aït-Aïssa, chef du bureau des moyens et de la logistique

Tél : 01 82 52 44 50 / Port : 06 86 99 09 24

mohamed.ait-aissa@paris.gouv.fr

-ou Smaïl Berkoune, responsable sécurité

Tel : 01 82 52 40 74

Smail.berkoune@paris.gouv.fr

Les visites sur sites seront organisées de façon groupée.

A l'issue de cette visite, ils reçoivent une attestation de visite. Les candidats joignent cette attestation dans leur réponse à la consultation.

Compte tenu de la remise en main propre de l'annexe 2 et du tableau des équipements de contrôle d'accès lors de la visite de site, il est vivement conseillé aux candidats de retenir le premier créneau de visite.

6. CANDIDATURE

6.2. Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques et la sous-traitance

c) Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques

Un service de bourse à la cotraitance est proposé sur le portail « entreprises » du profil d'acheteur de l'Etat (Plateforme des achats de l'Etat : PLACE) utilisé par les ministères et les établissements publics d'Etat. Ce service entend faciliter les contacts des entreprises entre elles qui souhaitent répondre à des marchés publics de manière groupée sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques.

Des fiches explicatives et le mode d'emploi de ce service sont disponibles aux adresses suivantes :

https://www.marches-publics.gouv.fr/docs/outils-esr-2017/place/Bourse_cotraitance_mode_emploi6.pdf

<https://www.economie.gouv.fr/dae/bourse-a-cotraitance-service-pour-aider-entreprises>

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

- **Motifs d'exclusion en cas de groupement d'opérateurs économiques**

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, le maître d'ouvrage exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

- **Conditions de présentation**

Dans le cadre de la consultation, le maître d'ouvrage autorise le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques;
- en qualité de membres de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

- **Forme du groupement**

La forme du groupement n'est pas imposée.

- Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique)

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

- Candidature avec les formulaires DC1 et DC2

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, les candidats transmettent les renseignements suivants des formulaires DC1 et DC2 : Le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement ; Le formulaire DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

d) Précisions concernant la sous-traitance

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Le formulaire DC4 est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

La présente consultation est concernée par une mesure de sanction relevant de l'instrument relatif aux marchés publics internationaux (IMPI).

Si le candidat souhaite déclarer un ou plusieurs sous-traitant(s) au stade de la candidature, son attention est attirée sur le fait qu'il lui sera interdit de sous-traiter plus de 50 % de la valeur totale du marché à des opérateurs économiques originaires d'un pays tiers faisant l'objet d'une mesure relevant de l'IMPI.

Dans l'hypothèse où le candidat présenterait des actes de sous-traitance dans lesquels plus de 50 % du montant total du marché serait sous-traité à des opérateurs économiques originaires d'un pays tiers faisant l'objet d'une mesure relevant de l'IMPI, une régularisation de la candidature pourra être demandée par l'acheteur.

- Motifs d'exclusion en cas de sous-traitance

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, le maître d'ouvrage exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat. A défaut, le candidat est exclu de la procédure.

- Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique)

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME électronique et fournit pour chacun de ces sous-traitants un DUME électronique distinct par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Le candidat remet également l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance, <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat.

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME électronique et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants et remet un imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le candidat et le sous-traitant si ce dernier est connu.

- **Autre forme de candidature**

[La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Le formulaire DC4 est disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

6.3. Motifs d'exclusion

Conformément aux dispositions du code de la commande publique relative aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation du maître d'ouvrage, les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai le maître d'ouvrage qui l'exclut pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande du maître d'ouvrage, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, ou un sous-traitant, le maître d'ouvrage exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

6.4. Présentation de la candidature

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

Dans le cadre de la consultation, le maître d'ouvrage autorise le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques;
- en qualité de membres de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

c) Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique)

Les candidats peuvent présenter leur candidature en renseignant le formulaire DUME accessible :

- depuis le service exposé de PLACE
- depuis l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Les parties II (informations concernant l'opérateur économique), III (motifs d'exclusion), IV (critères de sélection) et le cas échéant V (réduction du nombre de candidats qualifiés) du formulaire sont à renseigner.

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME électronique et fournit pour chacun de ces sous-traitants un DUME électronique distinct par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Le candidat remet également l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance, <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat.

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME électronique et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants et remet un imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le candidat et le sous-traitant si ce dernier est connu.

d) Candidature avec les formulaires DC1 et DC2

Les candidats transmettent les renseignements suivants :

- Lettre de candidature ou formulaire DC1 (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou équivalent, dûment rempli, et daté. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement
- Déclaration du candidat ou formulaire DC2 (téléchargeable à partir du lien

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), ou équivalent, dûment rempli et daté; en cas de candidature groupée, le DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, les candidats transmettent les renseignements suivants des formulaires DC1 et DC2 : Le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement ; Le formulaire DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

6.5. Niveaux minimaux de participation

L'acheteur n'impose pas aux candidats de niveaux minimums de capacité.

Le maître d'ouvrage n'a pas fixé de minimums de capacité comme condition de participation : les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques ou financières suffisantes demandées pour cette consultation sont éliminées.

6.6. Examen des candidatures

En application des dispositions de l'article R.2161-4 du code de la commande publique, ***le maître d'ouvrage décide d'examiner les offres avant les candidatures.***

Les documents justificatifs concernant l'aptitude et les capacités ainsi que les moyens de preuve relatifs aux motifs d'exclusion ne sont demandés par le maître d'ouvrage qu'au(x) soumissionnaire(s) auquel(s) il est envisagé d'attribuer le marché public;

Si le maître d'ouvrage constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

c) Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs lorsque le maître d'ouvrage peut les obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Les documents justificatifs concernant les aptitudes et capacités sont :

- Les attestations de régularité fiscale et sociale justifiant que le candidat est en règle avec les obligations fiscales et sociales (*ancien Noti2*)
- L'inscription au registre du commerce ou des métiers (*KBIS*)
- L'habilitation du signataire à engager l'entreprise (*pouvoir*)
- La déclaration du chiffre d'affaires des trois dernières années, relatif à la prestation pour laquelle l'entreprise est candidate, ou l'indiquer sur le formulaire DC2
- La déclaration relative à l'importance de l'effectif des trois dernières années

- Les références de prestations similaires, datant de moins de trois ans (*installations de contrôle d'accès multisite comprenant plus de 100 lecteurs de badges*) au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.
- La description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont l'entreprise dispose pour effectuer la prestation envisagée
- Les qualifications françaises (*QUALIFELEC Indice CF3, Domaines TC-ST-AV-GT, mentions MA et FO*) ou références Européennes équivalentes.
- Le certificat délivré par l'Association de Gestion des Fonds pour l'Insertion professionnelle des Personnes Handicapées (*AGEFIPH*) attestant qu'elle est en règle vis-à-vis de l'emploi des travailleurs handicapés.
- Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché public

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par le maître de l'ouvrage, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par le maître d'ouvrage.

7.OFFRE

7.2. Présentation de l'offre

L'offre du candidat comporte les pièces suivantes :

- **L'acte d'engagement (AE) complété et signé.**

- **le mémoire technique** complété par le candidat et répondant au cahier des clauses administratives particulières et au cahier des clauses techniques particulières, incluant notamment : les noms et les qualifications professionnelles pertinentes des personnes physiques qui seront chargées de l'exécution du marché. Le mémoire technique devra obligatoirement être structuré selon les critères énoncés à l'article 7.4

- **les noms et les qualifications professionnelles** pertinentes des personnes physiques qui seront chargées de l'exécution du marché ;

- **L'annexe financière (DGPGF/ BPU)**

- **l'attestation de visite de site.**

- **la demande d'acceptation des sous-traitants et d'agrément de leurs conditions de paiement ;**

- **la part des prestations que le soumissionnaire a l'intention de sous-traiter, notamment à des petites et moyennes entreprises ;**

- **La demande d'acceptation des sous-traitants et d'agrément de leurs conditions de paiement ainsi que les contrats de sous-traitance**

7.3. Examen des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées.

Toutefois, le maître d'ouvrage peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

Le maître d'ouvrage peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre uniquement dans le cas où il a pris la décision de ne pas procéder à un tour de négociation et d'attribuer le marché sur la base des offres initiales ou après négociation pour les seules offres finales. Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

7.4. Critères d'attribution

A l'issue de l'analyse technique et financière, chaque candidat se verra attribuer une note finale sur 100, l'objectif étant de proposer l'offre économiquement la plus avantageuse

Les dossiers seront jugés après une double analyse :

1 – l'analyse des critères techniques de l'offre comptant pour 50%

2 – l'analyse des critères financiers de l'offre comptant pour 40%

3- l'analyse des critères environnementaux de l'offre comptant pour 10%

Analyse technique multicritère de l'offre :

Pour chaque offre, l'analyse technique donne lieu à une note sur 50 points pour la note globale.

A chaque module est affecté un nombre de points liés à l'importance du critère jugé

Pour les groupements, la note moyenne de chaque critère sera prise en compte

Critères techniques :

Les critères techniques et leur pondération sont listés dans le tableau ci-dessous :

Constitution du Mémoire technique	Description	Coefficient	Note
Module 1 : Présentation et moyens de l'entreprise en charge des prestations	Identification du titulaire / du groupement, et du ou des sous-traitants potentiels. Description des moyens humains, des tâches de chacun, des effectifs et des moyens mis à disposition. Organigramme détaillé, CV des intervenants pressentis pour l'opération. Liste et description des matériels proposés pour la réalisation de la prestation (<i>véhicules, mise en place de vestiaires, horaires ...</i>) pour le respect de l'obligation de résultats.	0.8	5
	Niveau d'expertise du titulaire et du ou des sous-traitants potentiels dans l'intégration des solutions mises en place. Niveau d'expertise du titulaire et du ou des sous-traitants potentiels dans l'intégration logicielle sur un Système d'Information existant. Expérience en migration de Contrôle d'accès sur des sites occupés.	0.8	5
Module 2 : Présentation générale du système, des fonctionnalités et des prestations	Présentation détaillée de la solution proposée. Architecture technique détaillée des installations appliquées au <i>projet</i> . Description des ports et protocoles utilisés et leurs fonctions Capacité à travailler sur des Vlan distincts avec pare feu. Pour l'application, la base de données les postes opérateurs et les contrôleurs.	1.2	5
	Présentation détaillée des moyens de protection. Disposition pour répondre aux règles de cryptage des échanges de donnée entre		

	équipements. Possibilité d'authentification forte sur les postes et serveurs.	1.2	5
Module 3 : Mode opératoire et planning	Planning prévisionnel détaillé avec description tâche par tâche afin de respecter le planning (<i>études, approvisionnement, travaux, ...</i>) pour le respect de l'obligation de résultats.	1.2	5
	Mode opératoire de la migration matérielle (<i>description des basculements phase par phase</i>). Identification des points de vigilance pour cette opération.	1.2	5
	Mode opératoire du déploiement logicielle. Description des formations attendues par le projet	1.2	5
Module 4 : Fiches techniques	Fiches produit de l'ensemble des fournitures requises systèmes, équipements et câbles.	0.8	5
Module 5 : Maintenance	Description des procédures d'intervention en maintenance curative pendant l'année de garantie.	0.8	5
Module 6 : Plan d'Assurance Qualité	Présentation du PAQ appliqué à l'opération. Modalités de suivi des équipes déployées sur les sites décentralisés et capitalisation des retours sur expérience. Exemple de rapports d'activité, de fiches autocontrôle, PV de recette plateforme/site/etc.	0.8	5
TOTAL	X	50	X

Critères environnementaux

Pour chaque offre, l'analyse environnementale donne lieu à une note sur 10 points pour la note globale

Critères prix des prestations		Coefficient	Note
1	Réduction empreinte environnementale. Sécurité et protection des intervenants.	1.2	5
2	Traitement et récupération des déchets, des équipements déposés.	0.8	5

Critères financiers

Le critère prix sera évalué sur **40 points**, sur la base de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire par application de la formule suivante :

Note = **(prix le plus bas/prix de l'offre examinée) x 40**

7.5. Méthode de notation des offres

Méthode de notation du critère technique :

Le critère technique sera jugé en attribuant des notes de 0 à 5.

0	La proposition n'apporte aucun élément de réponse au regard du critère concerné
1	La proposition est imprécise, lacunaire, ou inadapté au critère concerné. Elle ne permet pas de s'assurer que l'offre du candidat répond de manière exhaustive au besoin du pouvoir adjudicateur exprimé dans le CCTP
2	La proposition est moyenne au regard du critère concerné. Le niveau de détail est insuffisant pour s'assurer que l'offre du candidat répond de manière exhaustive au critère concerné.
3	La proposition est conforme aux attentes du CCTP et son niveau de détail est suffisant au regard du critère concerné.
4	La proposition est de bonne qualité. Elle présente en détail la prestation proposée au regard du critère concerné.
5	La proposition est de très bonne qualité. Elle présente de façon très détaillée l'offre du candidat, et se distingue des autres offres au regard du critère concerné.

Les notes sont ensuite pondérées par application du coefficient de pondération.

7.6. Durée de validité des offres

Les offres sont **valables 180 jours** à compter de la date limite de remise des offres.

En tant que de besoin, le maître d'ouvrage peut solliciter des candidats ou des soumissionnaires la prorogation du délai de validité des offres.

Si le candidat ou le soumissionnaire n'accepte pas de maintenir son offre, le maître d'ouvrage poursuit la procédure avec les seuls candidats ou soumissionnaires ayant accepté la prorogation du délai de validité de leur offre.

8. NEGOCIATION

L'acheteur prévoit de négocier et se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales.

Organisation des négociations :

La négociation sera menée oralement ou par écrit (courriel) et fera l'objet d'un procès-verbal.

Les soumissionnaires seront informés par courrier électronique des conditions d'organisation, de la date, de l'heure, de la tenue de la négociation.

Les négociations auront lieu **avec les trois meilleurs candidats à l'issue de l'analyse des offres initiales.**

La négociation pourra se dérouler en phases successives de manière à réduire le nombre d'offres à négocier en appliquant les critères d'attribution.

La participation du soumissionnaire à la phase de négociation est obligatoire. En cas d'absence de présentation d'une offre finale, le soumissionnaire se privera d'informations sur les éléments de son offre pouvant être améliorés et négociés.

La négociation ne peut ni porter sur les exigences minimales des documents de la consultation, ni sur les critères de jugement des offres.

L'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et qu'elles soient, par nature, régularisables.

A l'issue des négociations, l'acheteur invite les soumissionnaires ayant participé à celles-ci, à remettre une offre finale via PLACE dans un délai raisonnable et identique pour tous. Ce délai ainsi que les modalités de réponse sont déterminés dans l'invitation.

L'offre finale doit comporter les mêmes éléments que ceux mentionnés à l'article correspondant du présent RC, mis à jour à l'issue des négociations, et respecter les exigences minimales définies à l'article correspondant du présent RC.

Les offres finales sont examinées dans les mêmes conditions que celles applicables aux offres initiales, telles que mentionnées à l'article correspondant du présent RC.

Au terme de la négociation, les offres finales demeurées irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

9. ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Le marché est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées aux articles à l'article R.2181-1 et suivants du code de la commande publique.

9.2. Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves que le maître d'ouvrage peut obtenir:

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Motif d'exclusion lié au non-respect de l'obligation des entreprises d'établir un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre

Les soumissionnaires présentent, à la demande de l'acheteur, leur bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) établi conformément à l'article L.229-25 du Code de l'environnement. En l'absence de présentation de celui-ci dans le délai fixé par l'acheteur, l'acheteur se réserve le droit d'exclure le(s) soumissionnaire(s) concerné(s) de la procédure.

9.3. Interdiction d'attribution

Est exclu de la procédure tout candidat auquel l'acheteur ne peut attribuer le contrat, en application d'une interdiction émanant d'un texte d'applicabilité directe (accords internationaux, règlement européen...)

9.4. Signature du marché

Signature électronique :

Sur le fondement de l'article R2182-3 du CCP, le marché peut être signé électroniquement. Dans cette hypothèse, l'attributaire qui choisit de recourir à une signature électronique, respecte les

dispositions de l'arrêté NOR : ECOM1830224A du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Signature par l'attributaire :

Les documents du marché qui doivent être signés par l'attributaire, sous forme manuscrite ou électronique sont les suivants :

- l'acte d'engagement ;
- l'annexe financière ;
- l'offre technique.

Seul l'attributaire est tenu de signer les documents du marché. Il est rappelé que celui-ci ne peut être signé que par une personne habilitée à engager juridiquement l'opérateur économique.

9.5. Mise au point

Le maître d'ouvrage et le soumissionnaire retenu peuvent procéder à une mise au point des composantes du marché. Cette mise au point ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du présent marché.

10. LANGUE

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnées d'une traduction en français.

En cas de candidature sous forme de DUME, ce dernier doit être rédigé en français.

11. CONTENTIEUX

Le tribunal compétent est le tribunal administratif de : PARIS